Madagascar : L'économie fantôme d'une nation spoliée

Malgré son immense richesse en ressources naturelles, Madagascar peine à décoller économiquement. Une contradiction frappante : la prolifération de millionnaires et de milliardaires contrastant avec un PIB en croissance marginale et un État exsangue. La raison ? Potentiellement, une fuite massive des revenus, des taxes insignifiantes sur les multinationales et une économie souterraine qui dépasse largement les circuits formels.

Par un savant jeu de bilans consolidés et de filiales étrangères, une bonne partie des revenus générés à Madagascar échappe aux caisses de l'État. Les matières premières, quant à elles, s'évaporent dans une opacité quasi-totale, faute de contrôles efficaces. Entre flux financiers hors radar et absence de volonté politique, le pays continue de végéter dans une croissance anémique. Décryptage.

Une croissance du PIB en trompe-l'œil

En 2023, le PIB de Madagascar s'élevait à **14,6 milliards d'euros**. Voici sa répartition :

- Consommation intérieure : 9,49 milliards € (65 % du PIB)
  - Consommation des ménages : 8,03 milliards € (55 %)
  - Consommation des administrations publiques : 1,46 milliard € (10 %)
- Investissement (FBCF) : 2,19 milliards € (15 %)
- Exportations : 2,19 milliards € (15 %)
- Variation des stocks : 0,73 milliard € (5 %)

L'industrie et les services souffrent d'une dépendance excessive aux importations (6,5 milliards d'euros en 2023), un fardeau qui annihile la balance commerciale. Dans le même temps, 2,19 milliards d'euros d'exportations sont officiellement déclarés, mais ce chiffre sous-estime largement la réalité des flux sortants, notamment dans les secteurs minier et agricole. Cependant, ces chiffres masquent une réalité bien plus sombre : une large part des revenus générés par les exportations échappe à l'État malgache en raison de l'absence de contrôle sur les volumes réels exportés et des montages fiscaux offshore.

La ventilation des recettes de l'État

En 2023, les recettes fiscales de Madagascar s'élevaient à seulement 1,94 milliard d'euros, soit 12,8 % du PIB, l'un des taux de pression fiscale les plus faibles au monde[1].
Malgré cette progression, le taux de pression fiscale de Madagascar reste inférieur à la moyenne africaine, qui était de 16,0 % en 2022. Cette situation souligne la nécessité pour le

[1] https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MG/finances-publiques?utm_source=chatgpt.com

pays de poursuivre ses efforts en matière de mobilisation des ressources fiscales afin de financer efficacement son développement[2].

Répartition des recettes fiscales :

- Taxes à l'import/export : 0,48 milliard € (3,3 % du PIB)
- TVA et impôts sur les entreprises : 0,42 milliard € (2,9 %)
- Autres impôts et taxes : 0,3 milliard € (2 %)

À titre de comparaison, la RDC collecte 15 % de son PIB en impôts et la France 45 %.

Les failles du système fiscal malgache

- Exonérations fiscales massives pour les multinationales opérant dans les zones franches.
- Manque de transparence dans les contrats miniers, notamment avec Rio Tinto/QMM et Ambatovy.
- Corruption au sein de l'administration fiscale permettant des déclarations sous-évaluées.
- Faiblesse des contrôles douaniers et absence de traçabilité des volumes exportés.

L'opacité des revenus d'exportation

La richesse de Madagascar en ressources naturelles est incontestable. Pourtant, son potentiel est inexploité, voire détourné. Officiellement, le secteur minier représente 1,6 milliard d'euros d'exportations, avec une domination des grandes multinationales. Toutefois, les failles du contrôle étatique permettent aux compagnies minières de minimiser leur fiscalité en jouant sur des mécanismes d'optimisation à l'échelle internationale. Il n'est pas rare que des minerais précieux soient extraits et directement exportés, sans que leur valeur réelle ne soit déclarée à Madagascar.

L'absence de régulation stricte et de traçabilité empêche l'État de mesurer précisément l'ampleur de ces flux. Pire encore, l'or et les pierres précieuses quittent le pays via des circuits informels, contournant les douanes. Selon des estimations indépendantes, les exportations illégales d'or dépasseraient les 3 milliards d'euros par an[3], soit plus du double des chiffres officiels.

L'exportation des matières premières est le pilier de l'économie malgache. Pourtant, une enquête menée par PWYP (Publish What You Pay) a révélé que Rio Tinto/QMM n'a versé que 8 millions de dollars en royalties à l'État malgache en 2021, alors que la production réelle d'ilménite aurait dû générer au moins 50 millions de dollars de taxes.

Mécanismes d'évasion fiscale :

- Sous-déclaration des volumes exportés

[2] https://www.oecd.org/content/dam/oecd/fr/topics/policy-sub-issues/recettes-fiscales-mondiales/statistiques-recettes-publiques-afrique-madagascar.pdf
[3] https://eiti.org/fr/news/litie-madagascar-souligne-les-pertes-de-recettes-liees-la-contrebande-de-minerais?utm_source=chatgpt.com

- Facturation interne entre filiales
- Transfert des bénéfices vers des holdings offshore (île Maurice, Dubaï, Bermudes)
- Falsification des déclarations douanières

Le cas d'Ambatovy

Le projet minier Ambatovy, l'un des plus grands investissements étrangers à Madagascar, est régulièrement accusé de manipulation des prix de transfert. Les bénéfices sont déclarés dans une filiale basée au Canada, tandis que Madagascar perçoit des redevances dérisoires[4].

Témoignage d'un ancien cadre du ministère des Mines

"Les volumes réels d'exportation d'ilménite et de cobalt sont largement sous-estimés. Les multinationales profitent de la faiblesse de notre système douanier pour transférer les bénéfices à l'étranger."

Les mécanismes de corruption locale

Les multinationales opérant à Madagascar bénéficient souvent de la complicité de courtiers locaux, d'officiers douaniers corrompus et de responsables politiques qui facilitent l'évasion fiscale en échange de commissions occultes.

Exemple concret :

- Les permis d'exploitation minière sont attribués sans appel d'offres transparent.
- Des intermédiaires locaux perçoivent des commissions secrètes pour faciliter l'exportation.
- Les données sur les volumes exportés sont falsifiées au niveau des ports.

Le réseau souterrain des convoyeurs de terres rares (RDC)

En République Démocratique du Congo, un système sophistiqué permet d'acheminer discrètement les terres rares extraites vers les navires sans aucun contrôle local. Les convoyeurs clandestins, souvent soutenus par des réseaux d'élites corrompues, transportent directement les minerais des sites miniers aux ports, où des cargos étrangers attendent pour l'exportation.

Ce modèle est désormais observé à Madagascar, notamment pour l'ilménite et le nickel.

Le rôle des banques offshore et des paradis fiscaux

Les recettes de l'État, qui s'élèvent à 4,5 milliards d'euros (TVA, impôts et taxes divers), ne reflètent en rien la richesse générée sur le territoire. Les entreprises, notamment dans le secteur minier et les zones franches, bénéficient d'un régime fiscal permissif. Alors que l'exploitation des ressources naturelles devrait être un levier de développement, Madagascar

[4] https://www.temoignages.re/international/madagascar-grande-ile/99-des-benefices-quittent-madagascar%2C62906?utm_source=chatgpt.com

encaisse des miettes. Les taxes sur l'importation et l'exportation ne rapportent qu'un milliard d'euros, un montant dérisoire comparé aux volumes réels de transactions.

Une grande partie des profits fuit vers des holdings établies à Maurice, en Suisse ou aux Émirats arabes unis, où les régimes fiscaux sont plus cléments. Ces mécanismes de transfert de bénéfices, via la sous-facturation des exportations ou la surfacturation des importations, permettent aux entreprises étrangères de réduire artificiellement leur contribution fiscale à Madagascar. Pendant ce temps, l'État malgache se prive de milliards d'euros de recettes potentielles, alimentant un déficit chronique dans les services publics.

En 2021, Rio Tinto/QMM a déclaré un bénéfice net de seulement 25 millions d'euros à Madagascar, tandis que 150 millions d'euros ont été transférés vers des filiales aux Bermudes, selon PWYP.

Les principales destinations des capitaux détournés :

- Île Maurice
- Singapour
- Dubaï
- Bermudes

L'impasse des zones franches : un moteur de croissance… pour les investisseurs étrangers

Avec 2 milliards d'euros d'exportations issues des zones franches, notamment dans le textile et le BPO (business process outsourcing), ce secteur semble être une bouffée d'oxygène pour l'économie. En réalité, ces industries profitent d'exonérations fiscales massives, réduisant leur apport réel au PIB national. Les entreprises de la filière textile, par exemple, réinvestissent peu localement et rapatrient leurs bénéfices à l'étranger.

Si les investissements étrangers sont nécessaires, l'absence de contreparties fiscales et de transferts technologiques limite fortement l'impact de ces activités sur le développement du pays. Les travailleurs locaux, eux, restent confinés à des emplois faiblement rémunérés, tandis que les entreprises étrangères maximisent leurs marges.

Quelles réformes pour une redistribution équitable ?

Le problème de la faible captation des richesses par Madagascar n'est pas une fatalité. Plusieurs mesures pourraient permettre de récupérer une partie de ces milliards qui échappent aujourd'hui au pays :

1. **Renforcement du contrôle douanier et minier** : Mettre en place un système de traçabilité des matières premières via une digitalisation des transactions et un contrôle systématique des exportations.
2. **Lutte contre l'évasion fiscale** : Imposer une taxation plus stricte sur les profits réalisés localement par les entreprises étrangères, en s'inspirant du modèle des pays producteurs de pétrole ou de minerais.
3. **Négociation de contrats plus équitables** : Renégocier les concessions minières et les accords avec les multinationales pour garantir une juste part des bénéfices au pays (Taxation plus juste des multinationales**)**.

4. **Diversification de l’économie** : Réduire la dépendance aux matières premières en développant des filières industrielles locales et des services à plus forte valeur ajoutée.
5. **Création d'une agence indépendante de lutte contre la corruption fiscale**
6. **Imposition des grandes fortunes**
7. **Intégration de Madagascar dans des alliances africaines pour la transparence fiscale** (comme l'ITIE)

Madagascar a toutes les ressources nécessaires pour sortir du piège du sous-développement. Mais tant que l’opacité et l’inaction domineront, la grande île continuera d’être un paradis pour les investisseurs étrangers et un enfer pour ses finances publiques.

En conclusion, Madagascar est pris au piège d'un système économique capturé par des élites locales et des multinationales étrangères, utilisant des mécanismes d'évasion fiscale sophistiqués pour siphonner les richesses du pays.

Sources :

- Global Financial Integrity, 2022
- Transparency International, Rapport 2021
- Publish What You Pay (PWYP), Analyse 2023
- Banque mondiale, Rapport sur la gouvernance fiscale 2023
- Ministère malgache des Finances, données fiscales 2023
- Rapport fiscal de la RDC, 2022
- Insee France, 2023

Rédaction - Diapason

Diapason © Mars 2025
Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13
102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris